

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 47
Excusés : 20
Absents : 13

REUNION DU 26 JUIN 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **MERCREDI VINGT-SIX JUIN** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **VINGT JUIN DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT PRESENTS</u>	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	M. ASENSI François, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHAUSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, M. MARAN Max, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. TURBIAN Julien, Mme YOUSOUF Mélissa,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, Mme BRAIHIM Marwa, Mme ELSODY Arhella, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme MEKKI Chérifa, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BLANCHET Stéphane, M. RAMADIER Alain, Mme COLLET Marie-Claude, M. VAZ Micaël, M. MANGIN Anthony, M. ZANGRILLI François, M. JIAR Youssef, Mme YERRO Georges-Marie, M. GUYON Olivier, M. SAULIERE Gilles, M. BAILLON Jean-François, Mme JAOUANI Amel, M. SIBY Oussouf,
<u>ABSENTS</u>	M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine.
<u>SECRETAIRE DE SEANCE</u>	Mme FILIPOVIC Biljana

DELIBEARTION N°82 – URBANISME – MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SEVRAN - OBJECTIFS POURSUIVIS ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION PREALABLE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Marwa BRAIHIM,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1, L.153-45 à L.153-48 et R.153-20 et R.153-21,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU,

Vu la loi d'Accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») du 7 décembre 2020, qui modifie notamment l'article L.103-2 et impose que toute procédure de modification du PLU soumise à évaluation environnementale doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu la délibération du 15 décembre 2015 du conseil municipal de Sevrans approuvant le PLU de Sevrans ;

Vu la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n°132 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol le 9 décembre 2019,

Vu l'arrêté n°2023/008 prescrivant la procédure de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Sevrans,

Vu la décision n°AKIF-2023-122 du 20 septembre 2023 de la MRaE portant obligation de réaliser une évaluation environnementale de la modification simplifiée n°2 du PLU de Sevrans (93) après

obligation de réaliser une évaluation
093-200058097-20240626-82-26-06-2024-DE
Date de transmission : 11/07/2024
Date de réception préfecture : 11/07/2024

Vu la délibération n°129 du 09 octobre 2023 portant sur la réalisation d'une évaluation environnementale de la modification simplifiée n° 2 du PLU de Sevrans suite à l'avis conforme de l'autorité environnementale.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Sevrans a pour objectif de permettre la réalisation du projet de rénovation et de transformation du quartier des Anciennes Beaudottes, qui s'inscrit dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) et qui vise à améliorer le cadre de vie des habitants et l'attractivité du quartier en l'ouvrant sur son environnement.

Considérant que le projet se décline en plusieurs phases et lots, et qu'une attention particulière doit notamment être donnée au lot dit « B2 » dont le calendrier ambitionne de concrétiser sa réalisation au plus tôt.

Considérant que le projet de modification simplifiée n°2 vise donc à adapter les règles d'emprise au sol et de hauteur au sein d'un secteur dédié.

Considérant que la décision de la MRAe porte obligation de réaliser une évaluation environnementale et que, conformément notamment à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, il doit donc être menée une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Considérant qu'il appartient au conseil de territoire de Paris Terres d'Envol de préciser les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

Considérant qu'au terme de la concertation, conformément à l'article L.103-6, celle-ci fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire et joint au dossier de mise à disposition du public organisée ultérieurement.

Après avoir délibéré,

- **Approuve** les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation dite préalable organisée dans le cadre de la modification simplifiée n°2 du PLU de Sevrans, en application des dispositions des articles L.103-2 et L103-3 du code de l'urbanisme, définis ci-dessous.
 - Les objectifs poursuivis visent à :
 - Présenter le projet de modification du PLU et sensibiliser aux évolutions proposées les habitants, les associations locales et toutes autres personnes concernées ;
 - Permettre au public de s'exprimer et ainsi d'enrichir le projet ;
 - Les modalités de la concertation sont, a minima, les suivantes :
 - Les éléments élaborés au fur et à mesure des avancées du dossier seront mis à disposition pendant toute la durée de la procédure :
 - En version papier, dans les locaux du Pôle Urbain de la ville de Sevrans, 1 rue Henri Becquerel - 93270 Sevrans, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - En version papier, au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - En version numérique, sur le site internet dédié (<https://www.registre-numerique.fr/modification2-plu-sevrans>) accessible via un lien sur les sites internet de la ville de Sevrans : www.ville-sevrans.fr, et de l'EPT Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr
 - Un registre permettant à chacun de déposer ses observations et propositions sera mis à disposition :
 - En version papier, dans les locaux du Pôle Urbain de la ville de Sevrans, 1 rue Henri Becquerel - 93270 Sevrans, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - En version papier, au siège administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol, 50 allée des impressionnistes - 93420 Villepinte, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
 - En version numérique, sur le site internet dédié (<https://www.registre-numerique.fr/modification2-plu-sevrans>) accessible via un lien sur les sites internet de la ville de Sevrans : www.ville-sevrans.fr, et de l'EPT Paris Terres d'Envol : www.paristerresdenvol.fr
- Chacun pourra également faire part de ses observations et propositions grâce à l'adresse e-mail dédiée suivante : modification2-plu-sevrans@mail.registre-numerique.fr
- Un message d'information, rappelant au public l'organisation de cette concertation et les modalités de participation, sera affiché en mairie de Sevrans et au siège social de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol – mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois.
 - Les modalités de concertation définies ci-dessus feront l'objet d'une publication légale dans un journal diffusé dans le département.
 - **Précise** que la présente délibération sera affichée en mairie de Sevrans et au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
 - **Précise** que la concertation fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol. Le bilan de la concertation sera joint au dossier de mise à disposition, organisée préalablement à l'approbation du dossier de modification simplifiée n°2 du PLU.
 - **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la date la plus tardive de sa publication ou de son affichage.

Adoptée à l'unanimité

(66 VOIX POUR, 1 ABSTENTION : NAJET MABCHOUR)



Le Président

Bruno BESCHET

Accusé de réception en préfecture
097-20240626-82-26-06-2024-DE
Date de télétransmission : 11/07/2024
Date de réception préfecture : 11/07/2024